



COOPÉRATION

De bonnes perspectives entre le Congo et la Russie

Lors du tête-à-tête avec son homologue russe, Vladimir Poutine, à Moscou, le président Denis Sassou N'Gusso a annoncé la signature des accords de coopération en septembre prochain à Brazzaville, dans le cadre d'un programme de travail sur trois ans entre le Congo et la Russie. « À la suite des discussions que nous aurons ici, nous allons arrêter un programme avec des actions précises sur trois ans. Nous suggérons de travailler ensemble à l'élaboration de ce programme pour que les accords soient signés à Brazzaville, en septembre prochain, lors de la commission mixte entre nos deux pays », a déclaré le chef de l'État congolais.

Page 16

Les présidents Denis Sassou N'Gusso et Vladimir Poutine en tête-à-tête / DR



CARBONE

Des jeunes s'engagent pour la transition écologique



Les participants / DR

Réunie dans la capitale congolaise pour réfléchir sur les enjeux des négociations climatiques internationales et les opportunités qu'offre le marché mondial du carbone,

la coalition des associations des jeunes œuvrant pour la protection de l'environnement a adopté un projet collectif axé sur l'afforestation, le reboisement et la conservation forestière.

Objectif : restaurer les écosystèmes dégradés tout en générant des emplois verts et durables pour les jeunes.

Page 12

FONCTION PUBLIQUE

Les textes d'application du statut général

Le ministre d'État, ministre de la Fonction publique, du Travail et du Dialogue social, Pierre Mabiala, s'est engagé à faire adopter, dans les meilleurs délais, tous les textes d'application du statut général de la fonction publique ainsi qu' à publier tous les décrets et arrêtés d'intégration ou d'engagement relatifs aux recrutements cumulés des années 2024-2025.

Page 4



Christian Aboké Ndza présentant le rapport bilan / DR

FAUNE

Ouverture de la chasse sportive

La 54^e édition de la chasse sportive a été officiellement lancée le 30 avril, à Brazzaville. Le message du gouvernement y relatif a rappelé l'importance du respect des textes en vigueur pour préserver durablement la faune sauvage. Parmi les principales exigences

figurent la détention obligatoire d'un permis de chasse et le respect des espèces protégées. Conformément à la réglementation, la saison de chasse s'est ouverte le 1er mai et s'achèvera le 31 octobre de cette année.

Page 6



Le directeur général de l'Anfap, Jean Bosco Nganongo

Éditorial

Projet phare

Page 2

ÉDITORIAL

Projet phare

Une visite d'État bouclée sur la promesse de raffermir la coopération bilatérale. Entre la République du Congo et la Fédération de Russie, la relation est ancienne et se renforce davantage.

À l'occasion de son séjour à Moscou et Saint-Petersbourg, fin avril-début mai, le président Denis Sassou N'Guesso et son homologue Vladimir Poutine se sont promis de se revoir très prochainement lors du sommet Russie-Afrique, en octobre prochain, dans la capitale russe.

Pour l'essentiel, les deux dirigeants et leurs gouvernements ont identifié les principaux secteurs d'intensification de la coopération entre Brazzaville et Moscou. Y figurent, entre autres, la formation, l'agriculture, la santé, la défense, la sécurité et l'énergie.

Le dernier axe est surtout porté par l'important projet de construction d'un oléoduc reliant Pointe-Noire, la deuxième ville du Congo, à Maloukou Tréchet, près de la capitale Brazzaville via la localité de Loutété, dans le département de la Bouenza.

La réalisation de cette infrastructure majeure marquera un tournant en matière de transport et de distribution des produits pétroliers. Si à ce jour la date exacte du démarrage du projet n'est pas connue, l'espoir qu'il suscite pour les deux parties en termes d'opportunités d'affaires est immense.

De ce point de vue, la diversification de l'économie prônée par les plus hautes autorités congolaises fournira à ce partenariat stratégique les raisons de regarder l'avenir avec optimisme.

Les Dépêches de Brazzaville

MINISTÈRE DES PME ET DE L'ARTISANAT

Un passage de témoin pour la continuité

La ministre Jacqueline Lydia Mikolo a passé le flambeau du ministère des Petites et moyennes entreprises (PME) et de l'Artisanat à la ministre Irène Marie-Cécile Mboukou-Kimbatsa, le 27 avril à Brazzaville, après cinq ans de loyaux services.

« C'est un grand ministère, c'est l'économie réelle. Tous les Congolais : jeunes, femmes, ont dorénavant le regard tourné vers vous y compris nous-mêmes de là où nous serons », a déclaré Jacqueline Lydia Mikolo, désormais ministre du Commerce, des Approvisionnements, chargée de la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlécaf). Pour sa part, la nouvelle ministre des PME et de l'Artisanat, Irène Marie-Cécile Mboukou-Kimbatsa, a placé sa prise de fonction sous le signe de la continuité. « Vous avez fait un grand travail à la tête de ce ministère. Vous avez mis des soubassements solides. Je viens donc pour continuer le travail déjà amorcé », a-t-elle indiqué.

C'est effectivement au nom de la continuité de l'État que la ministre du Commerce, des Approvisionnements, chargée de la Zlécaf a mis à la disposition de sa collègue des PME et de l'Artisanat les dossiers en cours afin de mieux cerner le département ministériel qu'elle hérite. Il s'agit, entre autres, de la situation financière, des projets et programmes, des textes normatifs, du patrimoine, des notes de présentation de toutes les directions générales, des partenariats et de la coopération. Les deux ministres ont souligné la nécessité de continuer à travailler en étroite collaboration car, au-delà de la solidarité gouvernementale, les PME et les artisans congolais



Passation de service entre la ministre des PME et de l'Artisanat entrante et sortante / Adiac

sont appelés à commercialiser leurs biens et services tant sur le plan national qu'international. La ministre Irène Marie-Cécile Mboukou-Kimbatsa, rappelez-le, a été ministre des Affaires sociales, de la Solidarité et de l'Action humanitaire de 2021 à 2026, année au cours de laquelle elle prend la tête du ministère des PME et de l'Artisanat.

Rominique Makaya

Les Dépêches de Brazzaville, Le Courrier de Kinshasa, Les Dépêches du Bassin du Congo sont des publications de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Conseillère de direction : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Direction des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédaction en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Christian Brice Elion, Rominique Nerplat Makaya
Grand reporter : Nestor N'Gampoula
Service Société : Guillaume Ondzé (chef de service), Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Roger Ngombé
Service Économie : Firmin Oyé (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Losselé
Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Fiacre Kombo, Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou Durlly Emilia Gankama (cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Chef d'agence : Victor Dosseh
Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat - Immeuble Les Palmiers.
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Direction de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Rédaction : Laurent Essolomwa, Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi, Nioni Masela, Martin Enyimo
Comptabilité, administration, ventes : Lukombo, Blandine Kapinga, Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé/
Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

SECRETARIAT DE REDACTION

Secrétariat général de rédaction : Gerry Gérard Mangondo
Chef de service : Clotilde Ibara
Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

PAO - MAQUETTE

Chef de service PAO : Eudes Banzouzi
Chef de service : Cyriaque Brice Zoba
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Toussaint Edgard Ibara, Jeff Tamaff

INTERNATIONAL

Direction : Bénédicte de Capèle

Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma,
Bureau de Bruxelles : Dani Ndongidi, Adrienne Londole

ADMINISTRATION - FINANCES

Direction : Kiobi Abira
Assistant à la direction : Bermely Ngayouli, Emeline Loubayi
Chef de service RHC : Vesna Mangondza, Martial Mombongo, Armelle Mounzeo
Chef de service Audit : Arcade Bikondi, ,
Chef de service Comptabilité : Wilfrid Meyal
Itoua Ossinga, Mbossa Viny

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordination, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Hortensia Olabouré, Marina Zodialho, Sylvie Addhas, Mibelle Okollo
Chef de service diffusion : Guylin Ngossima
Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani, Bob Sorel Moumbélé Ngono

COMMUNICATION ET EVENEMENTIEL

Direction : Guillaume Pigasse
Secrétariat : Presly Raëlle Mouanga Kibhat

LOGISTIQUE ET SECURITE

Direction : Gérard Ebami Sala
Adjoint à la direction : Elvy Bombete
Coordonnateur :
Rachyd Badila (Chef), Jules César Olebi, Siméon Ntsayoulo, Jean Bruno Ndokagna

INFORMATIQUE ET NOUVEAUX MEDIAS

Direction : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate Mbengué Okandze (chef de service), Myck Mienet Mehdi, Narcisse Ofoulou Tsamaka, Darel Ongara.

LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Responsable : Émilie Moundako Éyala
Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville

MUSEE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

Responsable : Maurin Jonathan Mobassi
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi, Brice Bakouma

CENTRE DE REFLEXION SUR

L'INTEGRATION REGIONALE

Direction : Emmanuel Mbengué

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepechesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo . Tél.: (+242) 06 895 06 64
Email : regie@lesdepechesdebrazzaville.fr

Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

*Journal imprimé dans les presses de l'Imprimerie Nouvelle du Congo, 4 rue des Galois, ZI Mpila, Brazzaville, République du Congo. Tél. +242 05 200 6565,
eMail : contact@inc-sa.com,
site Internet www.inc-sa.com

PROTECTION SOCIALE

Ingrid Olga Ghislaine Ebouka-Babackas entend poursuivre les réformes en cours

La nouvelle ministre de la Sécurité sociale, de la Prévoyance sociale et de la Solidarité nationale, Ingrid Olga Ghislaine Ebouka-Babackas, s'est engagée, le 28 avril à Brazzaville, lors de la passation de consignes avec le ministre d'Etat, Alphonse Claude N'Silou, qui assurait l'intérim du ministre en charge de la Sécurité sociale, à poursuivre et à finaliser les réformes en cours afin d'installer un système de protection sociale qui fonctionne à plein régime.

La cérémonie de passation de service au niveau du nouveau département ministériel s'est déroulée en présence des représentants du président de la République et du Premier ministre. Elle a été marquée par la présentation du bilan des activités réalisées de 2021 à 2026 par le feu ministre d'Etat, en charge de la Sécurité sociale, Firmin Ayessa, par son directeur de cabinet, Christian Aboké-Ndza, ainsi que par la signature des parapheurs par la ministre entrante, Ingrid Olga Ghislaine Ebouka-Babackas, et l'intérimaire, Alphonse Claude N'Silou.

La ministre de la Sécurité sociale, de la Prévoyance sociale et de la Solidarité nationale a rappelé que la création de ce nouveau département ministériel traduit sans équivoque la volonté du chef de l'Etat à rattraper le retard pris en rassemblant toutes les énergies autour des obstacles à surmonter afin d'atteindre les objectifs escomptés. Elle est également revenue sur un paragraphe du projet de société du chef de l'Etat, Denis Sassou N'Guesso, « L'accélération de la marche vers le développement », qui renseigne que le « système de protection sociale du pays comporte des insuffisances qui constituent



autant de défis à relever en vue de son extension à l'ensemble de la population ». « Je rentre avec une extrême humilité dans cette cathédrale d'espérance contre les vicissitudes de la vie qu'est le ministère en charge de la protection sociale... La protection sociale, c'est le rempart que l'on se doit d'ériger contre les chocs de la vie, la pauvreté, le chômage, la vieillesse, la maladie, la perte de revenus, la destruction de la cellule familiale. Un rempart

grâce à des politiques publiques difficiles mais absolument nécessaires, salvatrices, réparatrices d'injustice sociale. Ce rempart, tous ceux qui m'ont précédée à ce poste n'ont eu de cesse de le construire pierre après pierre, sans jamais renoncer à son édification », a-t-elle rappelé.

Enumérant quelques écueils à l'origine des retards « involontaires » observés dans la réalisation de certains chantiers, Ingrid Olga Ghislaine Ebouka-Babackas

s'inscrit résolument dans la poursuite de cette œuvre titanique pour offrir un bouclier à la famille congolaise contre ces vulnérabilités précitées. Rendant hommage à son prédécesseur, le ministre d'Etat Firmin Ayessa qu'elle considère comme un grand commis de l'Etat, la ministre en charge de la Sécurité sociale compte sur l'appui de ses collaborateurs pour y parvenir. « Dans un tel contexte d'urgence, j'ai besoin de vous tous, car c'est

une course contre la montre. Je compte sur votre expertise, votre loyauté et votre dévouement à aller de l'avant à mes côtés. Nous devons préserver notre modèle social, veiller à l'équilibre de notre système, mais bien plus le renforcer », a-t-elle sollicité.

Parmi les autres engagements pris, il y a la poursuite et la finalisation des réformes en cours pour mieux traiter les allocataires des prestations sociales servies par la Caisse de retraite des fonctionnaires et la Caisse nationale de sécurité sociale; l'opérationnalisation du régime de l'assurance maladie universelle, couplé à la Caisse d'assurance maladie universelle. « Il s'agit d'envisager avec hardiesse, volontarisme, sans peur, les autres instruments de progrès social conformes à la vision du président de la République. Je vous invite donc, chers collaborateurs, à faire preuve d'intégrité et d'engagement pour le bon fonctionnement des structures de protection sociale. Ensemble, avec les acquis de mes prédécesseurs, nous allons accélérer la marche pour une sécurité sociale plus inclusive à travers la valeur cardinale du travail bien fait », a conclu Ingrid Olga Ghislaine Ebouka-Babackas.

Parfait Wilfried Douniama

LE FIN MOT DU JOUR

À cache-cache

Un peu plus de deux mois après le début de la guerre entre la coalition américano-israélienne et l'Iran, les belligérants observent un cessez-le-feu précaire. Et se vantent, chacun de son côté, d'avoir gagné la partie.

En même temps, ils promettent de relancer les hostilités si un accord d'engagement réciproque à bâtir la paix dans la région du Proche-Orient n'est pas trouvé. À la vérité, ils ne facilitent pas la tâche au Pakistan qui s'est posé en médiateur dans cette crise explosive.

Autour du détroit d'Ormuz, axe maritime vital de l'économie mondiale, Washington et Téhéran concentrent depuis plusieurs jours leurs forces de dissuasion mais pourtant aussi une certaine disponibilité à lever le pied car, bien sûr, la guerre déclenchée le 28 février dernier par les Etats-Unis et Israël a fait démentir son utilité.

Les observateurs s'accordent à dire, en effet, que si son objectif était, en décapitant la direction du pays, de provoquer un effondrement du régime de Téhéran, il n'a dans l'immédiat pas été atteint. Ils estiment, d'ailleurs, qu'il sera difficile, dans la situation actuelle, de parvenir à un tel résultat.

Le premier round des négociations entamées par les émissaires américains et iraniens à Islamabad, le 11 avril, peut être considéré comme la

suite logique de la révision des positions ultra-guerrières dans les deux camps.

Mais cette volonté de dialogue peut-elle s'enraciner et dessiner les contours d'une sortie de crise durable ? On devrait le souhaiter sans perdre de vue le fait qu'à Washington et Téhéran, promettre la défaite à l'adversaire est un exercice de communication éprouvé dans lequel la démesure de la rhétorique tient une place de choix.

Il suffit de prêter l'oreille aux prises de parole officielles chez l'Oncle Sam et chez les Ayatollah pour s'en rendre compte : « Ils n'ont plus rien, ils demandent à négocier parce qu'ils craignent de n'avoir vraiment plus rien à vendre ni à manger », ou encore « S'ils s'aventurent à nouveau, ils l'apprendront à leurs dépens et l'humiliation qu'ils viennent de subir les jours derniers n'est rien comparé à ce qui les attend ».

Le stock de ces propos inimitables laisse penser que les deux ennemis en guerre émettent sur la même longueur. Finiront-ils, peut-être, un jour de s'apprécier mutuellement ? À moins que ce quasi jeu de cache-cache auquel sont suspendues des vies innocentes en passe d'être à nouveau brisées ne leur serve d'alibi pour continuer à se haïr sans prendre en compte les aspirations de leurs concitoyens.

Gankama N'Siah

MINISTÈRE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DU TRAVAIL

Un bilan élogieux pour la période 2021-2026

La cérémonie de passation de service au ministère de la Fonction publique, du Travail et du Dialogue social, le 28 avril à Brazzaville, a été marquée par la présentation du rapport bilan retraçant « à grands traits » l'ensemble des réformes structurelles et organisationnelles conduites durant le quinquennat passé.

Chiffres à l'appui, le directeur de cabinet du ministre sortant, Christian Aboké Ndza, a présenté le bilan du travail réalisé sous le feu ministre d'Etat Firmin Ayessa, de 2021 à 2026, dans les domaines de la Fonction publique, du Travail et du Dialogue social. S'agissant des recrutements, par exemple, il a rappelé qu'en dépit de la persistante crise économique et financière, l'emploi des jeunes demeure au centre des politiques publiques d'autant plus que le gouvernement s'attèle à en trouver des solutions idoines. « Au cours de la période 2021-2023, 25 409 jeunes congolais avaient intégré la fonction publique en qualité d'agents civils de l'Etat, soit 8 240 agents au titre de la campagne de recrutement 2020-2021, 6 440 agents au titre de la campagne de recrutement 2022, 10 728 agents au titre de la campagne de recrutement 2023 », a annoncé Christian Aboké Ndza.

Dans le cadre de la campagne cumulée de recrutement au titre des années 2024-2025, 15 000 autres jeunes congolais diplômés rejoignent présentement les rangs de la fonction publique. Selon le directeur de cabinet sortant, la conduite de cette campagne a été très bien maîtrisée et les publications des décrets, des arrêtés d'intégration ou d'engagement se poursuivent et se poursuivront jusqu'à leur totale sortie par le se-

crétariat général du gouvernement. « Ainsi, entre 2021 et 2025, 40 000 jeunes congolais auront intégré la fonction publique congolaise », a-t-il précisé.

Rendre opérationnel le nouveau statut général de la Fonction publique

Concernant la gestion des carrières des agents civils de l'Etat, au cours de la même période, 218 713 textes, toutes natures confondues, ont été signés par le ministre de l'Etat, ministre chargé de la Fonction publique, et publiés au Journal officiel de la République du Congo. Dans le cadre de la mise en œuvre immédiate du nouveau statut général de la fonction publique adopté par le Parlement, puis promulgué par le président de la République, le ministère en charge de la Fonction publique a élaboré et validé techniquement, avant transmission au secrétariat général du gouvernement, cinquante-deux textes d'application. Ainsi, trente d'entre eux ont été transmis au secrétariat général du gouvernement pour être placés au rôle du conseil de cabinet du Conseil des ministres. A ce jour, treize décrets ont été adoptés par le gouvernement et publiés au Journal officiel, au nombre desquels on peut citer le décret fixant l'organisation, les attributions et le fonctionnement du Conseil supérieur de la fonction pu-

blique ; l'organisation, les attributions et le fonctionnement de la commission administrative des équivalences des diplômés ; les conditions requises pour accéder au corps hors catégorie ; les modalités de la titularisation des agents contractuels de l'Etat ; le décret fixant les grades correspondant aux catégories et échelles dans la fonction publique.

« L'application effective de la loi n°68-2022 du 16 août 2022 portant statut général de la fonction publique, à compter du 1^{er} janvier 2027, reste cependant conditionnée à la publication de tous ces textes d'application », a précisé Christian Aboké Ndza. Il a évoqué la nécessité de lancer la campagne de vulgarisation de la loi n°68-2022 du 16 août 2022 portant statut général de la fonction publique afin de permettre son appropriation.

L'autre chantier non négligeable qui attend le ministre d'Etat en charge de la Fonction publique, du Travail et du Dialogue social, Pierre Mabiala, est l'opérationnalisation du Système intégré de gestion des ressources humaines de l'Etat qui est considéré comme un outil efficace de gestion des structures, des effectifs et de la solde. Parlant de l'enrôlement biométrique des agents civils de l'Etat lancé il y a quelques années, le directeur de cabinet sortant a rappelé que cette opération a permis, à ce



Christian Aboké Ndza présentant le rapport bilan/DR

jour, au terme des deux premières phases, d'enrôler 60 000 agents civils de l'Etat ainsi que 10 000 enseignants volontaires et communautaires du ministère de l'Enseignement préscolaire, primaire, secondaire et de l'Alphabétisation.

Au titre du travail, le ministère de tutelle a permis la ratification d'une vingtaine de conventions internationales, permettant ainsi au Congo de

rattraper ses retards cumulés depuis plus de deux décennies. Dans l'optique de passer du secteur informel au secteur formel, l'avant-projet de loi portant code du travail qui a suivi toutes les étapes de validations techniques se trouve actuellement au secrétariat général du gouvernement avant d'être examiné en conseil de cabinet.

Parfait Wilfried Douniama

Pierre Mabiala s'engage à faire adopter les textes d'application du statut général

Nommé ministre d'Etat, ministre de la Fonction publique, du Travail et du Dialogue social, Pierre Mabiala s'est engagé à faire adopter, dans les meilleurs délais, tous les textes d'application du statut général de la fonction publique et à publier tous les décrets et arrêtés d'intégration ou d'engagement relatifs aux recrutements cumulés des années 2024-2025.

Le nouveau ministre en charge de la Fonction publique, du Travail et du Dialogue social a pris ses engagements à l'issue de la cérémonie de passation de service avec le ministre d'Etat, Alphonse Claude N'Silou, qui assurait l'intérim de ce département ministériel après la disparition du ministre d'Etat Firmin Ayessa, décédé au début de cette année. « Je vais conduire l'action du ministère de la Fonction publique, du Travail et du Dialogue social en associant toutes les compétences à la tâche afin de relever, dans la rigueur, le travail acharné, le service public équitable et bien rendu, le renforcement de l'autorité de l'Etat, les défis afférents à l'accélération de la marche vers le développement », s'est engagé Pierre Mabiala.

Au nombre des défis qui l'attendent, il y a l'opérationnalisation du Système intégré de gestion des ressources humaines de l'Etat; la finalisation du processus d'enrôlement biométrique des agents civils de l'Etat évoluant dans les missions diplomatiques et consulaires, ainsi que des nouvelles recrues et des retardataires. « Ce qui rendra possible la maîtrise des effets de la fonc-



Le ministre d'Etat Pierre Mabiala/DR

tion publique et, par ricochet, la maîtrise de la masse salariale des agents civils de l'Etat afin de parvenir à une gestion systématique et sûre des carrières des agents civils de l'Etat et à l'effectivité de la retraite automatique », a précisé le ministre d'Etat.

La tenue régulière des conseils de discipline dans toutes les administrations publiques ; la réalisation des contrôles systématiques dans les administrations publiques ; la réforme du Code du travail dans

national du dialogue social ; l'impératif de mettre en œuvre la fonction publique territoriale.

De la blouse orange à la gouvernance de l'éthique des agents civils de l'Etat

« J'attends donc de chacun des cadres et agents du ministère un engagement accru et une détermination soutenue. Vous remarquerez que j'ai laissé la blouse orange au ministère des Affaires foncières et du Domaine public. Au ministère de la Fonction publique, du Travail et du Dialogue social, vous me verrez mettre en œuvre, d'une manière rigoureuse, la gouvernance de l'éthique à l'endroit des agents civils de l'Etat », a-t-il promis. Il a précisé que tout manquement à l'éthique, à la discipline et à la déontologie auxquelles est astreint tout agent civil de l'Etat, « sera traité avec la plus grande fermeté en application de la troisième action prioritaire du projet de société de son excellence, monsieur le président de la République, conformément aux lois et règlements de la République ». Remerciant infiniment le président de la République, Denis Sassou N'Gusso, pour cette

marque de confiance renouvelée en sa modeste personne, Pierre Mabiala a eu une pensée pieuse à l'égard de son prédécesseur, le ministre d'Etat Firmin Ayessa, décédé le 17 février dernier. Selon lui, sa disparition a laissé le souvenir d'un grand serviteur de l'Etat, d'un homme de talent affirmé. « Je salue avec dévotion le travail qu'il a abattu, ainsi que toutes les avancées significatives qu'il a réalisées dans le secteur de la fonction publique, du travail et du dialogue social. J'exprime, à cet effet, ma reconnaissance absolue à l'égard du travail qu'il a accompli », a conclu le ministre d'Etat, ministre de la Fonction publique, du Travail et du Dialogue social.

Avant la signature du procès-verbal et l'échange des parapheurs avec son collègue qui assurait l'intérim, Alphonse Claude N'Silou, Pierre Mabiala a suivi par la voix du directeur de cabinet de son prédécesseur, Christian Aboké-Ndza, le bilan du travail de fourni accompli avec plus de 40 000 textes de recrutement signés et plus de 213 000 documents, toute nature confondue, signés et publiés.

P.W.D.

AGRICULTURE

Thierry Maguessa Ebome, promoteur du cacao de la Sangha

Encore méconnue du grand public, l'une des casquettes de Thierry Maguessa Ebome : celle de promoteur du cacao, l'or brun, de la Sangha. Il s'active pour accélérer les étapes de la plantation, la récolte puis la transformation sur place, en République du Congo.

Natif du département de la Sangha, ancien maire de Ouesso, député de la circonscription de Sembé, Thierry Maguessa Ebome a vite découvert le processus du cacao, mettant en place la réalisation des diverses étapes de transformation pour aller de la pépinière à la tablette de chocolat, en tenant compte de la compréhension du climat et de la végétation.

Dans ce département, plusieurs fermes d'État ont été implantées dans le temps puis laissées en désuétude. Depuis un bon moment, il est question de mener des projets de réhabilitation visant à planter des cacaoyers hybrides pour doper la production. Au fur et à mesure, la filière cacao redevient un pilier socio-économique majeur avec l'installation de plusieurs producteurs. Parmi eux, Thierry Maguessa Ebome qui en assure la promotion.

Arrivé dans un contexte où il est question de la sauvegarde de l'écosystème, il a rapidement intégré le respect qu'imposent les thématiques du cacao durable, un cacao éthique et responsable, à savoir



Aspect des champs dans le département de la Sangha/DR

l'agroforesterie, la protection environnementale, l'économie circulaire et le commerce équitable.

Après des études de faisabilité, désireux de participer à la diversification de l'économie, il a acquis des hectares pour planter les cacaoyers. Par la suite, la

production a été conséquente au point de commercialiser à grande échelle. Soucieux de partir du cacao pour aboutir à la tablette de chocolat, y compris les produits dérivés, il a embauché des maîtres chocolatiers pour produire un bon chocolat et lesdits produits dérivés

du cacao tels que le beurre de chocolat, pâte à tartiner ou de produits cosmétiques.

L'objectif est désormais de participer dans les foires dédiées au chocolat pour aller exposer les produits du cacao congolais. Il s'est assigné le rôle de promouvoir le cacao congolais

et en être fier, persuadé que ce produit pourrait être le symbole agricole de la Sangha et, pourquoi pas, de la République du Congo tout entière à l'heure où il est question de privilégier l'agriculture dans toutes ses formes d'exploitation durable.

Marie Alfred Ngoma

MINISTÈRE DE LA CULTURE

Lydie Pongault passe le témoin à Jean Claude Gakosso

La passation de service entre la ministre sortante de l'Industrie culturelle, touristique, artistique et des Loisirs, Marie France Lydie Pongault, et Jean Claude Gakosso, ministre entrant, s'est déroulée, le 27 avril, dans une atmosphère de convivialité, rythmée par des sons des groupes traditionnels et de la diatance des sapeurs de Brazzaville.

Installé dans ses fonctions par le conseiller du président de la République, chef du département de la Culture, des arts et du tourisme, André Patient Bokiba, le nouveau ministre de la Culture, des Arts, du Patrimoine national et de l'Industrie touristique, Jean Claude Gakosso, a pris l'engagement de poursuivre l'œuvre gouvernementale sur la redynamisation de la vie culturelle, la sauvegarde et la promotion du patrimoine touristique.

« Nous allons travailler avec abnégation dans la poursuite du travail qui a été fait pendant dix ans par madame la ministre que je salue très chaleureusement. Cette fois-ci, il y a la combinaison des énergies dont ces énergies juvéniles du ministre délégué, Prince Bertrand Bahamboula. Nous allons travailler la main dans la main dans le sens indiqué par le président de la République pour le bien commun, pour le bien de la multitude », a indiqué le mi-



Les deux ministres posant avec le ministre délégué, Prince Bertrand Bahamboula/Adiac

nistre Jean Claude Gakosso tout en félicitant la ministre Lydie Pongault pour le travail abattu. Remettant à son successeur les dossiers en cours, la ministre Lydie Pongault a remercié le président de la République et le Premier ministre pour la confiance durant ses années passées à la tête dudit ministère. Elle a félicité, par ailleurs, la nomination de son homologue à ce poste en lui souhaitant plein succès dans la poursuite de l'action gouvernementale dans ce secteur.

La cérémonie de passation de service a connu la participation de Philippe Kanga, conseiller du Premier ministre, chef de département culture, arts, sports, loisirs et éducation physique, et de Ange Bango, directeur juridique au secrétariat général du gouvernement.

Rappelons que Jean Claude Gakosso révient à la tête de ce ministère qu'il a déjà géré de 2002 à 2015.

Rosalie Tsiankolela Bindika

CHASSE SPORTIVE

L'activité encadrée par des règles strictes

La 54^e édition de la chasse sportive a été officiellement lancée le 30 avril à Brazzaville. À travers un message du gouvernement, les autorités ont rappelé l'importance du respect des textes en vigueur pour préserver durablement la faune sauvage, véritable richesse nationale.

L'ouverture de la saison de chasse sportive ne s'est pas faite sans rappeler les enjeux qui l'entourent. En lançant officiellement l'édition 2026, le gouvernement a tenu à mettre l'accent sur la responsabilité collective face à la préservation d'un patrimoine naturel reconnu au-delà des frontières nationales. Dans le message délivré par Jean Bosco Nganongo, directeur général de l'Agence nationale de la faune et des aires protégées (Anfap), le Congo est présenté comme l'un des réservoirs majeurs de biodiversité en Afrique centrale.

Avec ses vastes forêts couvrant une grande partie du territoire, le pays abrite une faune riche et variée, symbole de fierté nationale. Mais cette richesse, a rappelé le directeur général de l'Anfap, n'est pas inépuisable. Elle constitue un bien commun, protégé par la loi, dont la gestion doit se faire avec rigueur. « *La faune sauvage est*

un patrimoine collectif que nous devons préserver pour les générations futures », a-t-il souligné, insistant sur la nécessité d'un comportement responsable de la part de tous les acteurs.

Conformément à la réglementation, la saison de chasse s'ouvre le 1^{er} mai et s'achèvera le 31 octobre de cette année. Elle intervient après six mois de fermeture, une période essentielle consacrée à la reproduction des espèces. Un équilibre que les autorités entendent maintenir à travers le respect strict des règles établies. Parmi les principales exigences figurent la détention obligatoire d'un permis de chasse, le respect des espèces protégées ainsi que des quotas fixés par l'administration. À cela s'ajoutent l'interdiction de la chasse nocturne et la lutte sans relâche contre le braconnage et le commerce illégal de produits issus de la faune.



Le directeur général de l'Anfap, Jean Bosco Nganongo/Adiac

Au-delà du cadre national, le Congo réaffirme son engagement à l'échelle internationale en matière de conservation de la biodiversité. À travers son adhésion à plusieurs conven-

tions, le pays entend inscrire ses actions dans une dynamique globale de protection des écosystèmes. Dans cette optique, les autorités encouragent également le dévelop-

pement d'activités alternatives comme la pêche, le "game farming" ou encore le "game ranching". Ces initiatives visent à réduire la pression sur la faune tout en répondant aux besoins de la population, notamment en matière de sécurité alimentaire.

L'appel lancé se veut inclusif. Chasseurs, communautés locales et partenaires sont invités à jouer pleinement leur rôle. Les premiers sont appelés à faire preuve d'exemplarité, tandis que la population riveraine, en contact direct avec la nature, est reconnue comme un acteur incontournable de la préservation des ressources. Placée sur le thème « *Respectons les textes réglementaires pour une exploitation durable et responsable de la faune sauvage* », cette nouvelle saison de chasse traduit la volonté des autorités de concilier exploitation et conservation.

Fiacre Kombo

DISPARITION

Ange Edouard Pougui a tiré sa révérence

L'ancien Premier ministre du Congo et ancien directeur national de la Banque des Etats de l'Afrique centrale (BEAC), Ange Edouard Pougui, est décédé le 28 avril à Créteil, en France, à l'âge de 84 ans.

Homme de renom sur la scène politique congolaise, Ange Edouard Pougui a été plusieurs fois à la tête des institutions administratives et financières de l'Etat. Il débute sa carrière professionnelle en intégrant la fonction publique

en 1969 avant de gravir les échelons et devenir tour à tour directeur général de la Banque commerciale congolaise entre 1979 et 1984. Son expertise a également servi à la BEAC, dont il fut directeur national de 1994 à 1998.

Au niveau politique, outre son poste de Premier ministre de 1984 à 1989, Ange Edouard Pougui a occupé d'autres fonctions d'envergure. On retiendra les postes de ministre des Finances et du Budget de 1971 à 1973, vice-président du Conseil d'Etat de 1972 à 1973, président du Conseil économique et social de 1989 à 1991. Il a aussi été député et sénateur de la Bouenza. Membre du Parti congolais du travail à l'époque, il quitte cette formation politique en 1990. En 2009, il est sous la bannière de l'Union panafricaine pour la démocratie sociale qui le choisit pour être candidat à l'élection présidentielle cette même année.

Auparavant, en 2008, il partage sa vision du Congo dans un ouvrage intitulé « *A cœur ouvert pour le Congo-Brazzaville mon beau pays* », publié aux Editions L'Harmattan. Né le 4 janvier 1942 à Mouyondzi, dans le département de la Bouenza, Ange Edouard Pougui était père de famille et vivait depuis plusieurs années en France.

Jean Pascal Mongo-Slyh

FILIERE BOIS

Des organisations de la société civile appellent à la protection des salariés de la société Sefyd

À la suite de la diffusion d'une enquête médiatique portant sur l'exportation de bois au Congo, plusieurs organisations dont le Centre d'action pour le développement, l'Association pour le respect du droit des populations autochtones et le Cercle d'encadrement communautaire pour le développement ont publié, le 28 avril à Brazzaville, un communiqué pour demander aux autorités de garantir la sécurité professionnelle des employés ayant collaboré à cette enquête.

Le communiqué fait état de pressions qui auraient été exercées sur des salariés de la Société d'exploitation forestière Yuan Dong (Sefyd) après la diffusion, par la chaîne TV5 Monde, d'une série de reportages consacrés aux exportations de grumes. Ces enquêtes mettaient en relief des pratiques présentées comme non conformes à la législation nationale et aux engagements régionaux en vigueur. Selon les organisations signataires, des employés de l'entreprise auraient été interpellés sur leur participation à ces témoignages lors d'une réunion organisée le 15 avril dernier sur un site de la société, en présence de représentants de l'encadrement et d'autorités locales.

Les organisations soulignent que le droit des travailleurs à s'exprimer sur des sujets d'intérêt public est un principe lié à l'Etat de droit et à la transparence dans la gestion des ressources naturelles. Elles demandent ainsi aux autorités compétentes de mettre en place les mesures nécessaires pour prévenir toute forme de sanction administrative ou disciplinaire à l'encontre des salariés concernés. Le texte précise que des mesures telles que les licenciements ou les mutations forcées, si elles étaient liées à ces témoignages, constitueraient une entorse aux normes de protection des travailleurs.

Enfin, le communiqué rappelle le cadre réglementaire régissant le secteur forestier, notamment l'interdiction d'exportation des bois sous forme de grumes, conformément aux directives de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale. Cette réglementation vise à favoriser la transformation locale du bois et à assurer une exploitation durable des forêts. Les organisations concluent en sollicitant une application stricte des textes en vigueur afin de garantir la transparence des activités du secteur et la protection de tous les acteurs impliqués dans la communication d'informations d'utilité publique.

Rude Ngoma



PRÉVENTION

Helios Towers Congo fait de la santé mentale un impératif de sécurité

Helios Towers Congo a réuni, le 29 avril à Brazzaville, partenaires institutionnels et acteurs privés pour célébrer en différé la Journée internationale de la santé et de la sécurité au travail. Occasion choisie par le groupe spécialisé dans l'installation de pylônes télécoms pour poser un nouveau jalon dans sa politique de prévention des risques professionnels : la prise en charge de la santé mentale des travailleurs, désormais considérée comme une condition directe de leur sécurité physique.

La sécurité au travail ne se réduit plus à l'inventaire du casque, du harnais et des équipements de protection individuelle. Dans un secteur technique à haut risque, où chaque intervention sur pylône exige une vigilance sans faille, l'équation posée ce jour-là est aussi simple que structurante : un salarié fragilisé psychologiquement est un salarié physiquement exposé.

La représentante de MTN a mis des mots précis sur des maux souvent minimisés au sein des organisations. Dépression, démotivation, hypertension, désengagement professionnel, accidents vasculaires cérébraux : ces signaux d'alerte, les hiérarchies tardent encore à les reconnaître comme des risques professionnels à part entière. La prévention, a-t-elle plaidé, repose pourtant sur des gestes accessibles, pratiquer une activité physique régulière, aménager des pauses, oser refuser la surcharge de travail et, si nécessaire, consulter un médecin du travail ou un psychologue.



Photo de famille d'Helios Towers Congo à la fin de l'activité/Adiac

Derliche Kimbebembe, représentant de Digilogie, a abondé dans ce sens en posant la santé mentale sur le terrain de la performance. Sans équilibre émotionnel, la concentration vacille, la productivité s'effrite et le risque d'accident s'installe. La stabilité des équipes n'est pas une question de bien-être secondaire ; elle conditionne directement les résultats de l'en-

treprise.

Du côté de l'État, la présence d'Herman Olessongo Koumou, directeur de la sécurité et de la santé au travail à la Direction générale du travail, a conféré à la rencontre un poids institutionnel. Pour ce représentant de la puissance publique, les charges professionnelles excessives, la pression continue et l'absence d'accompagnement social consti-

tuent un terreau fertile aux accidents. Les entreprises doivent désormais intégrer la dimension psychologique dans leurs politiques de prévention. L'État, a-t-il rappelé avec fermeté, ne saurait se contenter de produire des textes réglementaires sans en surveiller l'application effective. La directrice générale adjointe d'Helios Towers Congo, Flore Petith, a déroulé de son côté

la stratégie interne du groupe. Réunions ouvertes avec les partenaires, sessions de sensibilisation, « minute sécurité » systématiquement inscrite en ouverture des rencontres, équipements modernes pour les techniciens de terrain, caméras embarquées pour l'analyse des comportements de conduite : une démarche structurée qui confirme que le capital humain est traité, au sein du groupe, comme sa première richesse. Dans une activité spécialisée comme l'installation de pylônes télécoms, où la moindre erreur peut avoir des conséquences irréversibles, préserver la santé mentale des équipes relève à la fois de la responsabilité stratégique et de l'impératif humain. Ce que dit en creux l'initiative d'Helios Towers Congo, c'est qu'une entreprise performante de demain ne sera pas seulement outillée et certifiée : elle devra aussi être psychologiquement responsable.

Quentin Loubou

SOLIDARITÉ

L'école américaine du Plateau des 15 ans au chevet des personnes âgées

Les élèves de l'école américaine du Plateau des 15 ans, dans le quatrième arrondissement de Brazzaville, Moungali, à travers la Fondation Génération espoir du pays, ont offert, le 30 avril, des vivres et non vivres aux pensionnaires de Kambissi, dans le 7e arrondissement, Mfilou.

Au total, soixante-dix élèves issus des classes du cycle primaire, du collège et de la seconde, accompagnés de leurs encadreurs, ont été sélectionnés pour effectuer une visite à la maison des seniors de Kambissi, une structure de la Fondation Congo Assistance qui a été représentée par la chargée des relations publiques, Annie Bidounga.

Selon le coordonnateur culturel, Abdon Borgia Leckiby, la visite avait pour objectif de « faire participer les élèves aux échanges intergénérationnels avec les aînés, de les écouter, et de chercher à comprendre comment ils ont vécu ». « En sa qualité de promoteur de l'école américaine du Plateau des 15 ans, le président Roland Sylvère Malonga a jugé utile de faire visiter les élèves cet hospice, afin qu'ils participent aux échanges intergénérationnels. Cette descente est le fruit du partenariat entre la Fondation Génération espoir du pays et la Fondation Congo Assistance », a expliqué Abdon Borgia Leckiby.

Lors de la visite, les élèves, très émus, ont écouté attentivement les témoignages des personnes âgées. Ils ont exprimé leur joie d'avoir échangé pour la première fois avec ces personnes internées dans une maison de retraite. « Ces échanges illustrent la haute portée de cette rencontre entre les élèves et les pensionnaires de Kambissi », a indiqué le coordonnateur culturel.

Pendant la visite, hormis les échanges, les élèves ont offert des dons multiformes constitués des vivres et non vivres aux personnes âgées, en présence de Murielle Mpela, responsable à l'hospice des seniors. Cette initiative s'inscrit dans un cadre éducatif axé sur le partage, le respect des aînés et le vivre-ensemble.

« La maison des seniors de Kambissi étant une structure sous tutelle de la Fondation Congo Assistance, le promoteur de l'école américaine du Plateau des 15 ans a jugé bon d'accompagner cette organisation non gouvernementale, en apportant



Les élèves posant avec les personnes âgées, le personnel de Kambissi et leurs encadreurs/Adiac

aux pensionnaires des dons en nature remis par la Fondation espoir du pays », a précisé Abdon Borgia Leckiby. La Fondation Génération espoir du pays est l'émanation de l'école américaine du Plateau des 15 ans. Elle est portée par le Dr Roland Sylvère Malonga, son promoteur, qui l'a créée dans le but d'accompagner les élèves bacheliers pour l'obtention des visas d'étude

aux Etats-Unis. Le deuxième objectif de la fondation est humanitaire.

C'est une école bilingue. Les cours sont dispensés en anglais et en français. Elle est la première au Congo à dispenser également les cours sur les droits de l'homme, les droits de l'enfant, l'éthique, la morale, grâce à son département d'éducation civique et morale. Précisons que la Fondation

Génération espoir du pays et la Fondation Congo Assistance que dirige l'épouse du chef de l'Etat, Antoinette Sassou N'Gusso, ont signé un accord de partenariat en 2024. Par cet accord, elles ont manifesté leur volonté de promouvoir les valeurs humaines portant sur la solidarité, le partage, la transmission, le respect, et les échanges citoyens.

Yvette Reine Boro Nzaba

ENI CONGO

Échanges autour de la lutte contre la pollution des hydrocarbures

La deuxième édition du colloque anti-pollution initié par Eni Congo s'est tenue le 24 avril, dans la salle de conférence du Conseil congolais des chargeurs à Pointe-Noire. L'événement a également enregistré la participation des représentants de l'OSRL (Oil Spill Response Limited), la plus grande organisation mondiale spécialisée dans la réponse aux incidents liés aux hydrocarbures.



Placée sous le thème « Parlons-en au Mbongui », cette rencontre a réuni des représentants des administrations publiques et privées, des sociétés pétrolières ainsi que des experts, tous engagés dans la protection de la vie humaine et de l'environnement.

Prenant la parole, Andrea BARBERI, Directeur Général d'Eni Congo, a rappelé les enjeux majeurs du secteur : « Dans le secteur pétrolier, nous sommes au cœur d'enjeux majeurs. Nos activités soutiennent le développement économique, l'énergie et la mobilité, mais elles comportent également des risques qui exigent rigueur, vigilance et engagement. La prévention et la gestion des pollutions ne sont pas simplement des obligations réglementaires, mais de véritables impératifs éthiques, techniques et sociétaux. »

Il a également souligné la portée de cette initiative : « Aujourd'hui, cette salle du CCC incarne ce Mbongui. Elle devient un espace privilégié de réflexion et d'échanges, offrant une occasion précieuse de partager nos expériences, d'harmoniser nos pratiques et de renforcer la coordination entre les acteurs publics, privés et communautaires en matière de préservation de l'environnement ».

Saluant l'initiative, Sylvestre Lempoua, Secré-

taire général du Département de Pointe-Noire, a exhorté l'ensemble des parties prenantes à s'impliquer davantage : « La protection des océans et des eaux continentales nous concerne tous. Engageons-nous et fédérons nos énergies pour les préserver. »

Représentée par Madame Marie Goarin, l'OSRL a présenté son organisation ainsi que ses interventions à travers le monde en cas de déversement d'hydrocarbures en mer. Dotée d'une forte capacité opérationnelle, l'OSRL fournit une expertise technique de haut niveau et garantit des interventions efficaces et coordonnées. Son intervention, enrichie de cas pratiques et de projections vidéo, notamment celui de l'exercice en haute mer réalisé par Eni Congo en collaboration avec l'OSRL, a mis en lumière le rôle stratégique de cette organisation dans le dispositif international de réponse aux pollutions marines.

Au terme des échanges, les participants ont souligné que la lutte contre la pollution, notamment marine, ne peut être efficace que si elle est anticipée, coordonnée et collective. La prévention est apparue comme un investissement stratégique pour la protection de l'environnement, de l'économie et des populations. Ils ont également insisté sur le rôle déterminant de la réactivité et de la coordination en situation

d'urgence, ainsi que sur la nécessité de renforcer la formation, les exercices pratiques et le partage d'expériences. La collaboration entre l'État, les opérateurs pétroliers, les partenaires techniques et la société civile constitue, selon eux, le socle d'une réponse crédible et efficace.

Avant la clôture du colloque, les étudiants participants ont visité les équipements anti-pollution d'Eni Congo exposés pour l'occasion à la Chambre consulaire de Pointe-Noire. Parallèlement, les acteurs publics et privés, les opérateurs industriels ainsi que la société civile ont pris part à un atelier pratique sur la gestion d'un déversement en mer. Ces séquences ont démontré que la gestion des incidents de pollution repose sur une préparation rigoureuse, fondée sur des exercices réguliers, des équipements adaptés et des équipes formées et mobilisées.

Les participants ont enfin reconnu que plusieurs défis restent à relever, notamment la poursuite d'exercices conjoints, le maintien d'un dialogue ouvert et transparent entre toutes les parties prenantes, ainsi que la promotion d'un développement responsable, respectueux de l'environnement et conforme aux meilleures normes internationales en matière de HSE.

BRALICO lance officiellement une nouvelle boisson au Congo XXL ENERGY

Avec son slogan « C'EST PETIT, MAIS C'EST PUISSANT ! », la première boisson énergisante des ambitieux, XXL ENERGY de BRALICO a été lancée à l'occasion d'une conférence de presse co-animée ce 3 mars à Pointe-Noire par des responsables des Boissons rafraichissantes et limonaderies du Congo (BRALICO)

XXL ENERGY, disponible dans tous les points de vente au Congo depuis le 4 avril dernier, est une boisson énergisante leader sur le marché panafricain, positionnée comme la boisson des ambitieux, elle est désormais disponible au prix de 400 FCFA.

XXL ENERGY : LA PUISSANCE ACCESSIBLE

XXL ENERGY se distingue par une formule complète et efficace

- Format : bouteille en verre consigné de 33 cl
- Actifs : Caféine, Ginseng, Taurine, combinaison énergisante immédiate et durable
- Vitamines : C, B3, B5, B12 pour soutenir la performance
- Faible teneur en sucre : 4 Brix, pour une énergie nette sans lourdeur

-Prix consommateur conseillé : 400 FCFA, le plus compétitif du marché

-Prix grossiste : 7700FCFA dans un emballage de 24 bouteilles

La recette XXL s'impose depuis plusieurs années comme une référence sur plusieurs marchés panafricains. Sa déclinaison congolaise, conçue et distribuée par BRALICO, lui confère une dimension locale forte et une disponibilité nationale inégale.

TROIS CIBLES, UNE ENERGIE

XXL ENERGY s'adresse à trois segments complémentaires de consommateurs :

-Les Actifs : Employés, commerciaux, chauffeurs et entrepreneurs en quête d'énergie pour tenir la journée

-Les Dynamiques/Fêtards : Etudiants et jeunes travailleurs qui vivent plus fort, le soir et le week-end

-Les Battants/Sportifs : Sportifs amateurs, veilleurs de nuit et travailleurs physiques à la recherche de force et d'endu-



rance.

Pour tous, XXL répond à une même motivation : l'énergie.

Pour Yasser ERICK, Directeur Commercial et Marketing de BRALICO : « Avec XXL, nous avons conçu dès le départ une boisson rentable pour toute la chaîne, distributeurs, revendeurs et consommateurs. Notre ambition est simple : rendre l'énergie accessible à tous les congolais, partout, sans compromis sur la qualité ».

Dégageant ainsi quelques stratégies, l'orateur s'est dit confiant de son volume contenu dans une bouteille de 33 cl et de la qualité de cette nouvelle boisson en mettant en exergue son prix d'achat fixé 400 FCFA.

De son côté, Christelle NZOUNGANI, Brand Manager de BRALICO a mis un accent particulier sur les ingrédients qui composent cette nouvelle boisson. « La Caféine, le Ginseng, la Taurine, retrouvés dans XXL ENERGY, sont les ingrédients reconnus

mondialement comme source d'énergie » a-t-elle signifié.

Pour sa part, MARIO RUSSO, Directeur Général de BRALICO a signifié que, le lancement de ce nouveau produit, obéit à une demande de plus en plus croissante des consommateurs des produits de cette entreprise enregistrée ces dernières années à l'égard des boissons énergisantes.

« Nous sommes toujours très attentive à la demande de nos consommateurs, nous cherchons toujours des opportunités qui se présentent sur nos marchés, tout en tenant compte de la responsabilité de l'innovation, l'environnement, et autres. En sa qualité de produit d'excellence, la recette XXL ENERGY, est bien adaptée aux consommateurs congolais » a-t-il déclaré.

Notons que, le lancement du nouveau produit XXL ENERGY, marque un nouveau tournant dans la vie de cette jeune entreprise, notamment sa réelle



volonté de développement et de croissance renforcés entrepris il y a déjà quelques temps. Ce lancement s'inscrit conformément dans un contexte d'innovation continue de BRALICO et représentant ainsi une étape déterminante pour la définition de la nouvelle valeur continue de cette entreprise. Ce nouveau produit existe déjà sur le marché de la sous-région africaine notamment en Centrafrique, en

RDC, au Cameroun, et au Gabon. BRALICO entend élargir sa stratégie d'extension avec d'autres nouveaux produits. Le clou de ces retrouvailles a été marqué par un apéritif dégustateur du nouveau produit XXL ENERGY, offert pour la circonstance aux invités.



CODE DU TRAVAIL

Le pouvoir interdisciplinaire de l'employeur au menu d'un atelier

La direction départementale du travail de Brazzaville a organisé, le 22 avril, un atelier de renforcement des capacités opérationnelles des employeurs et partenaires sociaux sur le thème central « Le pouvoir interdisciplinaire de l'employeur ».

Regroupant les acteurs principaux de l'entreprise, notamment les inspecteurs du travail, les partenaires sociaux, les représentants des administrations tant publiques que privées, la rencontre a été un véritable moment d'échange. Ceci autour de deux sous-thèmes, précisément « La gestion du pouvoir disciplinaire de l'employeur et ses conséquences » et « Les institutions syndicales et la protection des représentants du personnel ».

Le directeur départemental du travail de Brazzaville, Yvon Roger Tséké-Tséké Ayongo, dans son mot de bienvenue, a déploré le fait que la relation entre employeurs et partenaires sociaux, qui devrait constituer un véritable levier pour le développement de l'entreprise, est émaillée malheureusement de certaines embûches. « Ces embûches trouvent leur source dans la non-conformité des sanctions dans l'entreprise, de certains abus de comportement et d'excès de pouvoir de certains employeurs. Cette occasion est belle pour que chacun reste à sa place pour mieux jouer son rôle pour un climat social rassurant et apaisé autour de ces deux sous-thèmes », a-t-il prescrit à l'ouverture des travaux. Yvon Roger Tséké-Tséké Ayongo espère, par ailleurs, que les échanges



Le secrétaire général de la préfecture posant avec les participants/Adiac

entre les différents acteurs ont balisé le chemin de la sérénité dans les entreprises sur la conformité des sanctions. Le but étant de réduire les abus d'autorité et excès de pouvoir de certains employeurs qui amènent souvent un climat délétère dans les entreprises.

Présidant la cérémonie d'ouverture, le secrétaire général du département de Brazzaville, Thévy Duvel Mongouo Wando, a rappelé que ce séminaire constitue l'aboutissement d'un travail minutieux prenant son fondement à travers les différents rapports de mission produits par l'inspection du travail. Des rapports qui dénoncent dans la plupart des cas certains comportements des employeurs vis-à-vis

de leurs travailleurs. Ces comportements jugés parfois défaillants, a-t-il déclaré, sont à bannir car ils sont source des conflits et détériorent le climat social dans les entreprises.

« Le séminaire qui s'ouvre aujourd'hui ne concerne non seulement les employeurs et les partenaires sociaux, mais fait rappeler aux travailleurs leurs obligations au sein de l'entreprise. Dans tous les cas, ce séminaire permettra aux uns et aux autres de s'approprier des outils nécessaires pour harmoniser les relations professionnelles dans les entreprises. En se conformant aux textes en vigueur, les conférenciers seront appelés à édifier les participants au séminaire sur les notions

essentiels du contrat de travail, les relations entre employeurs et travailleurs, le pouvoir disciplinaire de l'employeur et ses limites », a-t-il conclu.

Une initiative saluée par le secrétaire général de la Confédération des syndicats libres et autonomes du Congo (Cosylac), Jean Bernard Malouka, qui pense que là où les hommes vivent, il y a toujours des conflits, parce qu'on n'a pas les mêmes intérêts. « L'employeur vise le profit, il y a le syndicaliste et il y a le social, donc il faut trouver le juste milieu pour que l'entreprise avance. Je le dis toujours, sans entreprise, il n'y a pas de syndicat et je dis souvent aux collègues syndicalistes qu'il ne faut

jamais scier la branche sur laquelle on est assis. Je crois que l'inspection du travail, dans la routine, a compris qu'il y a beaucoup de difficultés dans l'interprétation des textes, dans l'accomplissement des tâches des uns et des autres », a-t-il souligné.

Jean Bernard Malouka a rappelé que dans le secteur privé, le code du travail interdit à l'employeur de prendre des décisions tenant compte de la position du salarié, parce qu'il est syndicat. Ce séminaire va permettre, pense-t-il, aux partenaires dans une entreprise de s'accorder les violons d'autant plus que le souhait de tous dans l'entreprise est d'avoir un climat social serein. « Il faut que les parties se retrouvent. Je crois que c'est une bonne initiative parce que l'inspection du travail est le conseil, que cela soit pour les employeurs que pour les travailleurs. Il sera donc plus à l'aise dans l'applicabilité des textes en sachant que les deux parties comprennent ce qu'elles ont à faire sur le terrain. Dans les abus, il n'y a pas que l'employeur parce que c'est lui qui emploie. Dans une entreprise, il y a un règlement intérieur et il y a une hiérarchisation des sanctions... », a expliqué le secrétaire général de la Cosylac.

Parfait Wilfried Douniama

MONDE DU TRAVAIL

Congo Terminal au cœur de l'orientation professionnelle des jeunes

La société Congo Terminal, filiale du Groupe AGL a participé, le 27 avril, au Forum des Métiers organisé par UCAC-ICAM, une école d'ingénierie technique. Un événement qui réunit près de 300 participants, venus découvrir les différentes opportunités offertes par le monde professionnel.



Une vue des étudiants au Forum des métiers/DR

Dans une démarche d'accompagnement et de valorisation des talents de demain, le Forum a été l'occasion pour les équipes de Congo Terminal de présenter la diversité des métiers de l'entreprise, question de partager leur expérience aux étudiants à travers des échanges avec les professionnels. « Participer à ce forum en tant que stagiaire chez Congo Terminal est une véritable fierté. Cela m'a permis de partager mon expérience, mais aussi de rassurer les étudiants sur les opportunités concrètes qu'offre l'entreprise », a déclaré King Bernavy, stagiaire à la Direction Technique Congo Terminal.

À travers de telles initiatives, Congo Terminal souhaite créer des passerelles durables entre le monde académique et l'entreprise. L'objectif, a précisé Jessica Diambou, cheffe de section Recrutement et Relations Ecoles chez Congo Terminal, est d'accompagner les jeunes dans leur orientation et de leur donner une vision claire des perspectives professionnelles qui s'offrent à eux.

Au-delà d'un simple échange, ce forum s'inscrit dans une vision à long terme visant à accompagner les étudiants dans la construction de leur projet professionnel tout en leur offrant une meilleure compréhension des réalités du terrain pour susciter des vocations.

Conformément à son rôle d'acteur engagé et soucieux de participer au développement des compétences et à l'insertion professionnelle, Congo Terminal entend contribuer de manière concrète à la dynamique économique et sociale du pays.

Guy-Gervais Kitina

FÊTE DU 1^{ER} MAI

Le maire de Talangai remobilise ses administrés

À l'occasion de la Journée internationale des travailleurs, l'administrateur maire du sixième arrondissement de Brazzaville, Privat Frédéric Ndéké, a réuni ses agents autour d'un repas de fraternité pour renforcer la cohésion et l'efficacité administrative.

La célébration de la Journée internationale des travailleurs, inscrite au programme d'activités de la mairie de Talangai, a été marquée par une double dimension : pédagogique et festive. Le secrétaire général de la mairie, Tiburce Igoubo, a ouvert la cérémonie en rappelant les origines historiques de la fête, soulignant que cette date doit être un vecteur d'excellence et de mérite professionnel.

De son côté, le chef du personnel, Nazer Yoka, a porté la voix des agents en plaçant cette journée sous le signe de la « prise de conscience ». Il a réitéré l'engagement des travailleurs à contribuer activement au bon fonctionnement de l'administration pour répondre aux attentes des citoyens.

Dans une atmosphère de convivialité, Privat Frédéric-



Les agents de la mairie de Talangai lors du repas/Adiac

ric Ndeké a pris la parole pour s'adresser directement à ses collaborateurs. Il les a remerciés pour le dynamisme avec lequel le travail s'effectue avant de les inviter à garder le cap. Selon lui, la mairie est le miroir de l'arrondissement et chaque acte d'un agent compte.

En clôturant cette rencontre par un hommage à ceux qui bâtissent quotidiennement le visage de Talangai, l'édile a rappelé que la fête du travail est avant tout le point de départ d'un service public toujours plus proche des usagers.

Rude Ngoma

POOL

Le PAM évalue l'impact du programme McGovern-Dole dans les écoles

Le représentant du Programme alimentaire mondial (PAM) au Congo, Gon Myers, a effectué en avril dans le département du Pool, en compagnie de la chargée d'affaires de l'ambassade des États-Unis au Congo, Amanda Jacobsen, une descente d'inspection dans les écoles primaires Soumouna et Jean-Kimbembé, situées dans le district de Kinkala. Ce déplacement conjoint avait pour objectif d'évaluer l'exécution du programme d'alimentation scolaire dans ces établissements bénéficiaires.

La visite de terrain était axée sur le projet McGovern-Dole financé par le département en charge de l'agriculture du gouvernement américain pour améliorer la nutrition et les résultats éducatifs des enfants, en particulier dans les zones rurales. Elle s'est déroulée en présence de plusieurs autorités dont la directrice de cabinet du ministre de l'Enseignement préscolaire, primaire, secondaire et de l'Alphabétisation, Régine Tchicaya Oboa; des représentants pays des agences du système des Nations unies et de l'organisation non gouvernementale Catholic relief services (CRS).

Cette mission d'inspection a permis aux équipes partenaires de mener plusieurs activités, notamment l'inauguration d'un entrepôt de stockage et une cuisine semi-moderne à l'école primaire de Soumouna, d'un forage à motricité humaine à l'école primaire Jean-Kimbembé, et la remise des kits de gestion d'hygiène menstruelle et de manuels scolaires pour des élèves.



La délégation du PAM avec les élèves à Soumouna/Adiac

Pour la chargée d'affaires de l'ambassade américaine au Congo, Amanda Jacobsen, le programme cantine scolaire est un pilier important de la coopération entre les États-Unis et le PAM qui vise à soutenir les domaines prioritaires favorisant la prospérité partagée et la stabilité.

A travers le projet McGo-

vern-Dole, plus de cent millions ont été financés par les États-Unis depuis 2001 pour lancer et maintenir le programme de cantine scolaire au Congo. Ce projet fournit à ce jour des repas nutritifs quotidiens à plus de 83 000 enfants dans plus de 400 écoles à l'intérieur du pays et près de la moitié des bénéficiaires est constituée des jeunes filles, selon

les statistiques. « *Les résultats sont clairs. Avec un impact positif dans les communautés fragiles et rurales, dans les écoles sélectionnées, la fréquentation scolaire a augmenté, démontrant comment un simple repas quotidien peut ouvrir la porte à l'éducation, à un avenir meilleur* », a indiqué Amanda Jacobsen.

En tant que bénéficiaire principal de cette dotation, le PAM entend pérenniser et porter à l'échelle nationale ce modèle de collaboration afin de garantir l'accès et la qualité de l'éducation par le biais de l'alimentation scolaire.

Le CRS, partenaire de mise en œuvre de ce programme, a joué un rôle central dans l'exécution de diverses activités sur le terrain. Les interventions ont porté sur la mise en place des jardins scolaires dans les établissements cibles, l'amélioration des infrastructures sanitaires et nutritionnelles dans plus de trente écoles du Pool.

Avec le soutien des autres agences du système des Nations unies telles que le PAM, l'Unesco et l'Unicef, bien que le cycle de financement américain arrive à son terme, des résultats concrets seront obtenus en favorisant non seulement la scolarisation mais aussi le maintien des élèves à l'école grâce aux cantines scolaires.

Jean pascal Mongo-Slyhm

TRIBUNE LIBRE

Le sommet Africa Forward : la concrétisation de partenariats équilibrés et tournés vers l'avenir entre le continent africain et la France

Près de dix ans après le discours du président de la République, Emmanuel Macron, à Ouagadougou, qui a posé les bases d'un renouvellement des relations entre la France et les pays africains, le Kenya et la France co-organisent le sommet Africa Forward, les 11 et 12 mai, à Nairobi.

Ce renouvellement s'appuie sur des relations partenariales d'égal à égal, fondées sur des intérêts partagés et des résultats concrets. Ainsi depuis neuf ans, de nombreuses initiatives ont été mises en œuvre : fin de la présence militaire permanente de la France et fermeture de ses bases au Sénégal, au Tchad, au Gabon et en Côte d'Ivoire, privilégiant les actions de formation (21 écoles nationales à vocation régionales, dont l'École génie travaux au Congo) ; soutien à la représentativité du continent africain dans les instances internationales ; mobilisation des partenaires avec l'organisation de sommets en faveur de l'essor économique du continent (Conférence sur le financement des économies africaines en 2021 et Sommet de Paris pour un nouveau pacte financier mondial en 2023), de la lutte contre le réchauffement climatique (One forest summit au Gabon en 2023), du renforcement



de la souveraineté alimentaire (Initiative Food & Agriculture Résilience Mission en 2022), ou encore de la production de vaccins en Afrique (Forum mondial pour la souveraineté et l'innovation vaccinale en 2024).

De la même manière, la France a su regarder son passé colonial en face, avec la volonté d'avancer dans un esprit de dialogue. Le travail de mémoire sur les actions de l'Etat et de l'administration française a été lancé partout où il était souhaité (Rwanda, Sénégal,

Cameroun), et un mouvement sans précédent sur les questions de restitution des biens culturels a été engagé (Bénin, Algérie, Sénégal, Madagascar, Côte d'Ivoire).

Très concrètement, au Congo, cet engagement renouvelé de la France s'est traduit par :

La réhabilitation du bâtiment du Centre de formation et de recherche en art dramatique, qui allie préservation des mémoires collectives et redynamisation de la création artistique contemporaine congolaise. Le lancement de l'Académie internationale de lutte contre la criminalité environnementale, pour former des acteurs engagés au niveau régional et placer le Congo au cœur de la préservation de la biodiversité. Le One Forest Vision, programme de recherche centré sur la conservation des écosystèmes forestiers, multi-pays, associant les opérateurs français en coopération avec les universités congolaises, valorisant la jeunesse et les mobilités étudiantes d'excellence.

Dans la même dynamique, le sommet Africa Forward, accueilli et co-présidé pour la première fois avec un pays anglophone, incarnera la profonde transformation des liens que la France

a initiés avec les pays africains depuis bientôt dix ans, fondée sur une reconnaissance assumée du passé et sur la volonté de construire des partenariats équilibrés et projetés vers l'avenir.

Il sera l'occasion de démontrer l'engagement de la France, du Kenya et des pays africains pour accélérer les investissements croisés tout en construisant et finançant des solutions concrètes aux défis communs : renforcement des systèmes de santé, souveraineté alimentaire, compétitivité dans le domaine du numérique, accès à l'énergie et connectivité. Il sera l'illustration de la richesse et de la diversité des relations entre le continent africain et la France, qui se tissent autour d'une pluralité d'acteurs – Etats, entreprises, jeunes, artistes, diasporas, avec une place centrale accordée aux jeunes et au secteur privé.

Les résultats du sommet, tournés vers l'action et construits avec l'ensemble des chefs d'Etat et de gouvernement du continent, permettront de consolider les liens qui unissent l'Afrique et la France, et de nouer des partenariats tournés vers l'avenir.

Claire Bodonyi, ambassadrice de France au Congo

MARCHÉ MONDIAL DU CARBONE

Des jeunes engagés à jouer un rôle central dans la transition écologique

Une trentaine de jeunes militants écologistes, activistes climatiques et responsables associatifs, s'est réunie le 25 avril à Brazzaville pour réfléchir sur les enjeux des négociations climatiques internationales ainsi que les opportunités qu'offre le marché mondial du carbone.

Organisée dans un contexte où les questions climatiques occupent une place de plus en plus stratégique dans les politiques publiques internationales, la rencontre a connu la participation, par visioconférence, de jeunes négociateurs climatiques du Cameroun et du Gabon. Elle témoigne de la volonté croissante de la jeunesse congolaise de jouer un rôle central dans la transition écologique et dans la construction d'une économie verte, résiliente et créatrice d'emplois. « Leur présence a permis d'enrichir les échanges, de partager des expériences régionales et de renforcer la coopération entre les jeunes acteurs environnementaux du bassin du Congo », a indiqué le président du Mouvement des jeunes écologistes congolais (MJEC), Espanich Motondo, également coordonnateur de ces assises.

Les participants ont analysé, pendant cette journée d'échange, les mécanismes complexes des négociations climatiques mondiales, notamment ceux relatifs aux marchés carbone, aux financements verts et aux instruments économiques issus de l'Accord de Paris. L'objectif principal étant de permettre à la jeunesse congolaise de mieux comprendre les nouvelles dynamiques de l'économie climatique et d'identifier les voies d'accès aux financements internationaux destinés aux projets environnementaux.

« Au terme des travaux, la coalition des associations des jeunes congolais œuvrant pour la protection de l'environnement a adopté un ambitieux projet collectif axé sur l'afforestation, le reboisement et la



conservation forestière. Cette initiative vise un double objectif : restaurer les écosystèmes dégradés tout en générant des emplois verts et durables pour les jeunes », a annoncé le président du MJEC.

Selon Espanich Motondo, ce projet prévoit, dans sa première phase, la plantation de 250 000

mondiaux. « La protection de cet écosystème constitue un enjeu majeur non seulement pour la République du Congo, mais également pour l'ensemble de la planète. En restaurant le couvert forestier autour de ces zones sensibles, les jeunes congolais entendent contribuer à la séquestration du carbone,

Espanich Motondo posant avec les jeunes/DR ces assises, un puissant levier de développement socio-économique. Il ambitionne de créer une centaine d'emplois directs et indirects dans les domaines de la pépinière, de la plantation, du suivi écologique, de la surveillance communautaire, de la certification carbone et de la valorisation des produits forestiers non

« La protection de cet écosystème constitue un enjeu majeur non seulement pour la République du Congo, mais également pour l'ensemble de la planète. En restaurant le couvert forestier autour de ces zones sensibles, les jeunes congolais entendent contribuer à la séquestration du carbone, à la lutte contre la désertification, à la protection de la biodiversité et à la préservation des ressources hydriques »

arbres dans les zones sévèrement touchées par l'érosion ainsi que dans les espaces déforestés situés à proximité des tourbières de Ngamakala, à environ 35 kilomètres au Nord de Brazzaville. Ces tourbières, considérées parmi les plus importantes réserves de carbone au monde, jouent, a-t-il commenté, un rôle essentiel dans la régulation du climat

à la lutte contre la désertification, à la protection de la biodiversité et à la préservation des ressources hydriques », a-t-il précisé.

Vers la création d'un réseau sous régional de jeunes négociateurs et entrepreneurs climatiques Au-delà de son impact environnemental, ce projet se veut, a poursuivi le coordonnateur de

lignieux. Cette initiative s'inscrit parfaitement dans la vision écologique portée par le gouvernement congolais, notamment à travers la Décennie des Nations unies pour le boisement et le reboisement. Elle traduit également la volonté des jeunes de contribuer activement à la mise en œuvre des engagements climatiques nationaux. « Les participants ont souligné

que le marché mondial du carbone représente aujourd'hui une opportunité historique pour les pays forestiers comme le Congo. Avec ses vastes forêts tropicales, ses tourbières stratégiques et son potentiel exceptionnel en matière de séquestration carbone, le pays dispose d'atouts considérables pour attirer les investissements verts », a-t-il expliqué.

Ainsi, les participants ont insisté sur la nécessité de renforcer leurs capacités techniques, institutionnelles et entrepreneuriales afin de mieux se positionner sur ce marché hautement compétitif. Ils ont plaidé, par ailleurs, pour la mise en place de programmes de formation spécialisés, d'incubateurs verts et de mécanismes d'accompagnement financier adaptés aux initiatives portées par la jeunesse. La rencontre du 25 avril a également permis de jeter les bases d'un réseau sous régional de jeunes négociateurs et entrepreneurs climatiques d'Afrique centrale. Une dynamique de coopération appelée à se renforcer dans les mois à venir afin de mutualiser les compétences, partager les expériences et porter une voix commune dans les grandes négociations internationales.

Notons que l'organisation de cette rencontre a été rendue possible grâce au soutien de la présidente du Forum horizon initiative créativité, Aline France Etokabeka, marraine de l'activité, dont l'engagement constant en faveur de la jeunesse, de l'innovation et de la protection de l'environnement a été unanimement salué par les participants.

Parfait Wilfried Douniama

ONU

Macky Sall, Bachelet, Grossi... le lobby francophone muscle la bataille pour le poste de secrétaire général

Lors des auditions des candidats les 21 et 22 avril à l'Organisation des Nations unies (ONU), le Groupe des ambassadeurs francophones (GAF) a imposé la question du multilinguisme comme enjeu stratégique de pouvoir dans la course à la succession.

La bataille pour la succession à la tête de l'ONU prend une tournure de plus en plus politique. Les 21 et 22 avril, l'Assemblée générale a auditionné quatre candidats majeurs au poste de secrétaire général : Rafael Grossi, Rebeca Grynspan, Michelle Bachelet et Macky Sall. Mais au-delà des questions classiques sur les conflits internationaux, le climat ou les finances onusiennes, un autre sujet s'est imposé avec force : la guerre silencieuse des langues au sein du système multilatéral. Le GAF, présidé par Joan Forner Rovira, a mené une offensive diplomatique coordonnée pour replacer le multilinguisme au centre

du débat sur le futur leadership de l'ONU. Le groupe représente plus de 90 États et gouvernements francophones liés à l'Organisation internationale de la Francophonie, soit un poids diplomatique considérable à l'Assemblée générale. Les ambassadeurs ont interrogé les candidats sur plusieurs points sensibles : usage effectif du français au sein du Secrétariat, diversité linguistique dans les recrutements, application du Cadre stratégique sur le multilinguisme adopté en 2024 et impact de l'intelligence artificielle sur l'équilibre linguistique. « Une ONU inclusive doit refléter la diversité linguis-

tique du monde », a déclaré Joan Forner Rovira lors des échanges. En coulisses, plusieurs diplomates africains dénoncent une domination croissante de l'anglais dans les processus décisionnels internes. Selon des responsables onusiens, plus de 80 % des communications informelles internes circulent aujourd'hui exclusivement en anglais, malgré les six langues officielles de l'organisation.

L'Afrique francophone suit particulièrement cette bataille avec attention. Le continent représente près de 28 % des États membres de l'ONU et pourrait devenir déterminant lors des futures négocia-

tiations. La candidature de Macky Sall suscite, d'ailleurs, une forte mobilisation africaine. Plus de 285 personnalités sénégalaises ont récemment soutenu publiquement son ambition. Face à lui, Rafael Grossi mise sur son expérience nucléaire internationale, tandis que Michelle Bachelet conserve un solide réseau diplomatique. Au-delà des profils, cette bataille révèle une fracture plus profonde : qui contrôlera les normes du multilatéralisme de demain ? À New York, la question linguistique devient désormais un instrument d'influence géopolitique.

Noël Ndong

MUSIQUE

Le label ATJ Music déterminé à promouvoir le gospel

Fondé par John Sita en 2022, le label ATJ Music est médiatiquement actif depuis 2023. Sa vision est de promouvoir la musique gospel urbaine en République du Congo.

Le label ATJ Music est né du sacrifice et du prix payé par de nombreux serviteurs et servantes de Dieu qui se sont engagés à le servir par leur art. Il vise à se positionner parmi les meilleurs dans l'industrie artistique, particulièrement dans le genre gospel. Pour son fondateur John Sita, l'ADN de ce label est basé sur la foi, la prière et le sacrifice. «*Nous croyons que Dieu est au centre de tout ce que nous faisons et que notre mission est de glorifier son nom à travers notre musique et nos actions. Nous sommes déterminés à continuer à avancer dans la foi, en nous appuyant sur la grâce de Dieu pour accomplir des choses grandes et merveilleuses*», a-t-il indiqué.

Avec pour devise s'assembler, se donner et se transformer, ATJ Music vise la création d'un espace qui servira de plateforme des jeunes pour la musique gospel. Cela donnera l'opportunité aux artistes chrétiens de s'exprimer, de partager leurs talents et de réussir dans le domaine artistique; d'étendre les représentations ATJ à l'international; de développer des talents en identifiant et soutenant les artistes gospel prometteurs; de produire des contenus de qualité en créant des enregistrements musicaux, des vidéos, clips et des performances live qui reflètent l'excellence. Le marketing et la promotion; les

partenariats stratégiques en collaborant avec d'autres organisations, maisons de disques et lieux de spectacle pour élargir la portée font également partie de ses ambitions. La réussite de ces objectifs nécessitera une planification détaillée, des ressources dédiées ainsi qu'une équipe passionnée et engagée. Quant aux objectifs locaux, le label vise à élever un peuple d'adorateurs en utilisant divers instruments artistiques pour honorer Dieu (Jésus Christ) et l'adorer de manière authentique et passionnée. Cela implique de créer des contenus musicaux et artistiques qui inspirent et élèvent les croyants; de développer l'art et la culture: l'objectif étant de contribuer au développement du domaine de l'art et de la culture dans le pays. Ce qui inclura des événements, des ateliers, des formations et des collaborations qui promeuvent l'excellence artistique et encouragent la créativité. Ce label entend également repérer, former et développer les dons artistiques en identifiant les individus talentueux au sein du corps du Christ, leur offrir une formation et un accompagnement pour les aider à développer leurs dons artistiques. ATJ Music entend devenir le leader du gospel au Congo, une structure indépendante et autonome fonctionnant de manière indépendante dans ses réalisations



Les artistes gospel du label ATJ Music/DR

artistiques, tout en restant ouverte aux collaborations et partenariats stratégiques.

Élaborer des stratégies potentielles pour atteindre ses objectifs

Pour atteindre ses objectifs, ATJ Music a élaboré les stratégies suivantes: création de contenus artistiques; production de la musique, des vidéos, des performances live et d'autres formes d'art qui honorent Dieu et inspirent les croyants; organisation d'événements; formation et mentorat; partenariats et collaborations; développement de la marque: établir une identité de marque forte et cohérente qui reflète la vision et les valeurs du label. Concernant les pôles et artistes leads, le label ATJ Music dispose de plusieurs qui contribuent à leur mission de promouvoir la musique gospel et

de glorifier Dieu. Rap For Jesus Family (Groupe de rappeurs passionnés qui utilisent leur musique pour proclamer l'évangile et encourager les jeunes à suivre Jésus); Dance For Jesus Family (Danseurs qui utilisent leur art pour exprimer leur foi et encourager les autres à se joindre à eux dans la louange et l'adoration); Slama Family (Des slameurs qui utilisent leurs voix et leurs mots pour proclamer la gloire de Dieu); All To Jesus Choir (Chantres qui, au travers de l'adoration et la louange, encouragent et édifient en utilisant leurs voix comme instrument); Jeunesse en mission (De jeunes passionnés qui sont engagés à promouvoir la musique gospel et à encourager l'implication dans la mission divine); Laléo gospel (De chanteurs - rappeurs qui utilisent leur musique pour

proclamer l'évangile et encourager les gens à suivre Jésus); production (Qui s'occupe de la création et de la réalisation de leurs projets musicaux); Communication (L'équipe d'infographie, photographie et design qui s'occupe de la promotion et de la diffusion de leurs projets audiovisuels); Even impact; Katos Katos Slamiss (Artiste slameuse qui utilise la parole et l'engagement social pour proclamer l'évangile et encourager les gens à suivre Jésus).

Notons que les musiques du label ATJ Music sont disponibles sur Spotify, Apple Music, Amazon Music, Pandora, YouTube Music, Deezer, Marée, Amazon, iTunes. Son siège social est au n° 2, rue Faustin-Malanda, Château d'eau, dans le premier arrondissement de Brazzaville, Makélékélé.

Bruno Zéphirin Okokana

ACTION SOCIALE

Globus allie salubrité et sport au service de la jeunesse

A l'occasion de la Journée internationale du travail, l'association internationale russe Globus a organisé, le 1er mai à Brazzaville, en partenariat avec le mouvement L'avenir du Congo et le réseau social Afri, un mini tournoi de football couplé à une activité environnementale dans le cinquième arrondissement, Ouenzé.

La journée a débuté par une activité de nettoyage des espaces environnants et du terrain de football situé au lycée de la Révolution. Les organisateurs ont décrit cet acte de salubrité comme étant le symbole même de la responsabilité environnementale portée par la jeunesse. Une fois le terrain dégagé, la compétition a pris le relais dans une atmosphère amicale et fraternelle. Elle a rassemblé quatre équipes composées des militants du mouvement L'avenir du Congo, de l'association Globus, de la ligue des diplômés congolais des universités russes et des jeunes résidant dans tous les quartiers de Brazzaville. Au terme du tournoi, c'est l'équipe du mouvement L'avenir du Congo qui a remporté la coupe en s'imposant



aux tirs au but face à l'équipe de Globus. Les vainqueurs ont reçu leurs prix et souvenirs, symbolisant cette mobilisation collective. «*C'est toujours un bon moment, parta-*

ger ce genre d'efforts pour nous les jeunes. C'est assez important. On exhorte aussi qu'ils continuent encore à éveiller dans ce sens-là. Et c'est la meilleure des

L'équipe gagnante de la compétition/Adiac choses », a déclaré le capitaine de l'équipe gagnante à l'endroit des organisateurs.

Pour le représentant de Globus, Maksim Abramovski, le résultat

sportif reste secondaire face à la portée de l'événement. «*Le combat a été remporté par le meilleur; c'est une tradition très agréable que nous allons continuer à perpétuer* », a-t-il souligné, réaffirmant son optimisme quant à l'amélioration de la vie au Congo.

Ce rassemblement illustre la montée du mouvement L'avenir du Congo, qui s'appuie désormais sur un réseau de plus de 5 000 activistes à travers les quinze départements. Avec plus de 600 actions de solidarité réalisées depuis décembre 2025, le mouvement et son partenaire Globus confirment leur rôle d'acteurs majeurs du renforcement des infrastructures sociales et du soutien à la jeunesse congolaise.

Jean Pascal Mongo-Slyhm

SOUTIEN AUX ENFANTS AUTOCHTONES

Paul Makita, premier ingénieur issu du programme Espace Opoko

Espace Opoko, organisation non gouvernementale (ONG) à but non lucratif fondée en 2012 par Averty Ndzoyi avec pour intention de fournir une éducation de qualité aux enfants autochtones congolais, ne cesse d'accompagner et de nourrir de l'espoir à cette catégorie de la population. Le dernier exploit est les prouesses de Paul Makita, premier ingénieur autochtone issu du programme Espace Opoko. Cette réussite est porteuse d'espoir.

Depuis la création de l'ONG Espace Opoko par Averty Ndzoyi, elle s'est donnée pour mission de garantir leur réussite de l'école primaire, en passant par le collège, le lycée jusqu'à l'université. Et certaines de ces enfants dépassent le cadre individuel pour devenir des symboles. C'est le cas de celle de Paul Makita, jeune autochtone congolais, qui en fait désormais partie. Soutenu et accompagné depuis son jeune âge par l'ONG Espace Opoko, Paul Makita vient de soutenir avec succès son mémoire de fin d'études à l'École nationale supérieure d'agronomie et de foresterie (ENSAF), obtenant ainsi son diplôme d'ingénieur. À travers cette consécration académique, il devient le premier ingénieur autochtone issu du programme d'éducation de l'ONG Espace Opoko. Au-delà du diplôme, cet événement représente un message fort pour les communautés autochtones du Congo, longtemps confrontées à l'exclusion scolaire, sociale et économique.

En effet, le chemin parcouru par Paul Makita est forgé dans le courage. Il reflète la réalité de nombreux jeunes autochtones du pays. Car en fait, dans plusieurs zones rurales, poursuivre des

études demeure un défi quotidien marqué par l'éloignement des établissements scolaires, le manque de moyens financiers, l'insuffisance d'accompagnement et parfois les discriminations. En dépit de ces obstacles, Paul Makita a poursuivi son parcours avec détermination jusqu'à atteindre aujourd'hui un niveau d'études encore rarement accessible aux jeunes issus de ces communautés. Sa réussite est le fruit du mérite, de la persévérance et d'un soutien constant.

Pour le président de l'ONG Espace Opoko, le parcours de Paul Makita constitue une preuve concrète que le programme éducatif porté par Espace Opoko produit des résultats durables. Car depuis plusieurs années, l'ONG accompagne les enfants autochtones de l'école primaire jusqu'à l'université, en levant les principaux obstacles à leur réussite: frais scolaires, logement, nutrition, santé, suivi pédagogique et accompagnement moral.

Un mémoire tourné vers ses racines

Pour l'obtention de son diplôme, Paul Makita a choisi un thème profondément lié à son identité et à son territoire: la transmission



intergénérationnelle des savoirs agricoles chez les peuples autochtones et la préservation de la biodiversité à Sibiti et ses environs, dans le département de la Lékoumou. À travers cette recherche, l'impétrant Paul Makita valorise les connaissances traditionnelles autochtones et leur contribution à la gestion durable des ressources naturelles. Son travail rappelle que les peuples autochtones ne sont pas seulement des communautés à soutenir, mais aussi des détenteurs de savoirs précieux pour l'avenir environnemental du Congo.

Le président de l'ONG Espace Opoko, Averty Ndzoyi, estime

que l'exploit de Paul Makita est une réussite qui doit en appeler d'autres. La portée de cette réussite dépasse largement le cas personnel. Pour de nombreux enfants autochtones qui doutent encore de leur avenir, Paul Makita devient la preuve vivante que l'excellence leur est accessible, martèle Averty Ndzoyi. «Pour la jeunesse congolaise dans son ensemble, son parcours rappelle que les talents existent partout, y compris dans les communautés les plus marginalisées. Mais combien d'autres Paul Makita restent encore invisibles faute de moyens?», a déploré le président de l'ONG Espace Opoko. Avant

de lancer un appel au gouvernement et aux partenaires internationaux. «Face à cette réussite exemplaire, il apparaît nécessaire que l'État congolais, les institutions publiques, les partenaires techniques et financiers, les agences internationales ainsi que les organisations engagées pour l'éducation renforcent leur soutien à ce type d'initiative», a-t-il lancé appel.

Pour le président de l'ONG Espace Opoko, investir dans l'éducation des enfants autochtones, ce n'est pas seulement réparer une injustice historique, c'est former des ingénieurs, enseignants, médecins, entrepreneurs et cadres dont le Congo aura besoin demain. Le programme d'Espace Opoko a déjà démontré son efficacité, estime-t-il. Soulignant qu'avec davantage d'appui, son impact pourrait être multiplié à l'échelle nationale.

Notons qu'en devenant le premier ingénieur autochtone issu du programme Espace Opoko, Paul Makita ouvre la voie à d'autres futurs leaders actuellement en formation. Son nom restera comme celui d'un pionnier, mais plus encore comme celui d'un jeune homme qui a transformé une chance reçue en victoire collective.

Bruno Zéphirin Okokana

Construction d'un internat dans la Lékoumou

Afin de permettre aux lycéens autochtones venus des collèges des cinq districts du département de la Lékoumou de poursuivre leurs études secondaires, l'organisation non gouvernementale (ONG) Espace Opoko leur a construit un internat scolaire dans le but de changer leur destin.

L'accès à l'éducation au Congo demeure un défi majeur pour de nombreux enfants autochtones, particulièrement ceux vivant dans des zones rurales enclavées où les établissements secondaires sont inexistantes ou très éloignés. Face à cette réalité, l'ONG Espace Opoko a mis en place une réponse concrète et innovante, à savoir l'implantation du premier internat scolaire destiné aux lycéens autochtones du pays.

Construit et ouvert en 2022, cet internat représente une avancée historique dans la lutte pour l'égalité des chances. D'une capacité de vingt quatre places, réparties entre douze filles et douze garçons, il offre aux élèves autochtones un cadre sécurisé et favorable aux études. L'établissement dispose également d'une salle de réunion servant aux formations, aux remises à niveau et aux travaux dirigés destinés à améliorer le niveau scolaire des élèves et à accroître leurs chances de réussite au baccalauréat.

Ouvert à tous les élèves autochtones du Congo confrontés à l'éloignement des lycées, l'internat ac-



cueille prioritairement ceux dont la poursuite des études exige une délocalisation loin de leurs communautés d'origine. «Depuis son ouverture, cet internat a déjà accueilli vingt-deux élèves venus des cinq districts du département de la Lékoumou. Et les résultats sont déjà visibles. Cinq élèves autochtones y ont obtenu le baccalauréat, dont trois filles et deux garçons. Tous poursuivent actuellement leurs études supérieures grâce à une prise en charge intégrale assurée par Espace Opoko», a fait savoir le président de cette ONG, Averty Ndzoyi.

Au-delà de l'hébergement gratuit, l'ONG assure aux pensionnaires une prise en charge complète incluant la nutrition, les soins de santé et l'encadrement pédagogique. Ce modèle global permet aux élèves de se consacrer pleinement à leurs études dans des conditions dignes et sereines. Cependant, les besoins restent considérables. Un espace disponible sur le site permettrait la construction d'un second bâtiment de vingt-quatre places afin de mieux séparer les filles et les garçons, tout en augmentant la capacité d'accueil. Cet agrandissement offrirait une chance nouvelle à des dizaines de lycéens autochtones is-

sus des zones les plus éloignées du pays.

Le projet étant gigantesque, l'ONG Espace Opoko lance aujourd'hui un appel aux pouvoirs publics, aux entreprises, aux fondations, aux organisations internationales et à toutes les personnes sensibles à la cause de l'éducation. «Soutenir cet internat, c'est investir dans l'avenir d'une jeunesse longtemps marginalisée», a indiqué Averty Ndzoyi. Il a ajouté que chaque contribution peut devenir une chambre supplémentaire, un repas servi, un manuel scolaire acheté, un élève maintenu sur le chemin de la réussite.

À travers cette initiative, Espace Opoko démontre qu'investir dans l'éducation de la population la plus vulnérable n'est pas seulement un acte de solidarité, mais un choix stratégique pour l'avenir du Congo. Car chaque élève autochtone scolarisé, encadré et diplômé, devient une chance supplémentaire pour sa communauté et pour la nation tout entière.

Notons qu'Espace Opoko est une ONG à but non lucratif fondée en 2012 par Averty Ndzoyi, avec pour intention de fournir une éducation de qualité aux enfants autochtones congolais, dont la plupart vivent dans des villages très pauvres et pas d'accès à une éducation. Depuis sa création, cette ONG s'est donnée pour mission de garantir leur réussite de l'école primaire, en passant par le collège, le lycée jusqu'à l'université. Voilà pourquoi la construction de cet internat. Une noble mission que son président Averty Ndzoyi et toute l'équipe d'Espace Opoko se déploient à poursuivre la tête haute.

B.Z.Ok.

FEMUA

L'édition 2026 insère l'intermède souvenir Papa Wemba

Le 24 avril, la Côte d'Ivoire et le monde musical se sont souvenus de Papa Wemba, le pape de la rumba, artiste de la République démocratique du Congo décédé il y a dix ans sur scène, en plein Festival des musiques urbaines d'Anoumabo (Femua) en Côte d'Ivoire, lors de l'édition 2016.

Cette année, sans vouloir établir le hit-parade de l'émotion suscitée par le départ inopiné de Papa Wemba, il y a dix ans, c'est à nouveau en Côte d'Ivoire que les mélomanes ont revécu, le 24 avril, place Anoumabo de Marcory, le choc mémoriel lors de la cérémonie organisée à l'initiative du groupe Magic System, en partenariat avec la ville de Marcory.

Pendant cette cérémonie en son honneur, l'artiste congolais a été élevé à titre posthume au rang de Grand citoyen de la commune. La municipalité a également inauguré une rue à son nom. Une messe solennelle a été dite en son honneur à la paroisse catholique de Saint-Pierre de Blockhaus, suivie d'une veillée artistique ponctuée de prestations musicales reprenant les œuvres de cette icône musicale.

« Papa Wemba, au-delà de la musique, c'est une histoire qu'il a créée entre le Femua, la Côte d'Ivoire et la République démocratique du Congo, parce que, pour un artiste de sa trempe, venir tenir le micro à ce festival, c'est quelque chose d'inoubliable », a confié A'Falso, écartant la thèse de l'empoisonnement, privilégiant plutôt celle d'une mort à la suite d'une crise cardiaque. Il a justifié la tenue de l'organisation des activités parallèles en son honneur pour l'immortaliser dix ans après ce drame scénique.

Du côté de Kinshasa, une confé-



Papa Wemba en compagnie de Me Michel Langa et du journaliste Bedel Baoua, Paris 17e / Marie Alfred Ngoma

rence en hommage à Papa Wemba s'est tenue le même jour au Centre culturel et artistique pour les pays d'Afrique centrale, communément appelé «Grand tambour». Cette rencontre a réuni des intervenants issus des milieux de la musique ayant côtoyé l'artiste, des médias, ainsi

« Papa Wemba, au-delà de la musique, c'est une histoire qu'il a créée entre le Femua, la Côte d'Ivoire et la République démocratique du Congo, parce que, pour un artiste de sa trempe, venir tenir le micro à ce festival, c'est quelque chose d'inoubliable »

que du public. Ensemble, ils ont échangé autour de différentes thématiques liées à l'héritage laissé par cette icône de la musique congolaise.

Les échanges ont notamment porté sur la singularité de la musicalité de Papa Wemba, son

style, la mentalité positive qu'il a transmise, ainsi que ses valeurs à travers les générations.

« J'ai particulièrement apprécié sa curiosité musicale. C'était un artiste ouvert à toutes les influences, sans tabou. Il explorait divers styles,

avec une réelle volonté d'innovation, notamment à travers la rumba rock », a expliqué Jean Goubald Kalala, artiste musicien et philosophe.

Concernant l'héritage moral laissé par l'artiste, les intervenants ont souligné son influence sur la jeunesse, à travers ses conseils de vie et son encouragement à l'entrepreneuriat.

« Chance eloko pamba, ligablo eza nga te », a rappelé Anne Kanza Kanku en évoquant les messages de motivation véhiculés par la voix inimitable de Papa Wemba dans ses œuvres.

Intervenant sur la question de la préservation de cet héritage, le comédien Goubald a insisté sur le rôle des institutions publiques.

« L'État a un rôle majeur à jouer, notamment en matière d'encadrement et de formation. Nous, formateurs en musique, travaillons souvent de manière isolée. Pourtant, il s'agit d'un patrimoine qui nécessite une prise en charge structurée. Cette responsabilité incombe en priorité aux autorités compétentes », a-t-il déclaré.

Dans le même esprit, Arsène Kamango a appelé à entretenir la mémoire de l'artiste. « Papa Wemba demeure un souvenir vivant. On retient son âme, ce grand frère, cette voix unique. Comme on le dit, l'homme disparaît, mais l'artiste survit à travers son œuvre », a-t-il conclu.

Marie Alfred Ngoma



Programme relatif aux obsèques de maman Émilienne Mouélenga

- 9 h : levée de corps à la morgue municipale de Brazzaville CHU.
- 10 h : recueillement au domicile familial sis quartier Académie militaire Marien-Ngouabi.
- 12 h : départ pour l'église catholique Saint-Jules de Makabandilou.
- 14 h : départ pour le cimetière privé Bouka vip de kintélé.
- 16 h : retour au domicile, mot de remerciement de la famille et fin de cérémonie.



Martial Nathalis Del Mombongo, agent des Dépêches de Brazzaville, les familles Mpoua et Nkoua informent parents, amis et connaissances du décès de Yves Mpoua, président de la coordination départementale des sages de Brazzaville et de quartier 49 Mougali, survenu le 24 avril 2026 à 18h30 à Brazzaville. La veillée mortuaire se tient à son domicile sis au N° 4 de la rue Moussala, quartier Ngambio la base, référence Eglise Catholique Saint-Michel de la Base. Le programme des obsèques sera communiqué ultérieurement.



COOPÉRATION

De bonnes perspectives entre le Congo et la Russie

Lors du tête-à-tête avec son homologue russe, Vladimir Poutine, le 29 avril à Moscou, le président Denis Sassou N'Guesso a annoncé la signature des accords de coopération en septembre prochain à Brazzaville, dans la cadre d'un programme de travail sur trois ans entre le Congo et la Russie.

« À la suite des discussions que nous aurons ici, nous allons arrêter un programme avec des actions précises sur trois ans. Nous suggérons de travailler ensemble à l'élaboration de ce programme pour que les accords soient signés à Brazzaville, en septembre prochain, lors de la commission mixte entre nos deux pays », a déclaré le président Denis Sassou N'Guesso lors de son échange avec le président russe, Vladimir Poutine. Le chef de l'État congolais a souligné, par ailleurs, que « les conditions sont réunies pour que nous accélérions la mise en œuvre des programmes ». Lesquels programmes concernent les domaines de l'énergie, de l'agriculture, l'économie, l'éducation, entre autres.



Les deux chefs d'État avec les délégations qui les accompagnent/DR

Des félicitations

Pour sa part, le président de la Fédération de Russie, Vladimir Poutine, a félicité son homologue Denis Sassou N'Guesso pour son élection. « Vous avez choisi la Russie comme

première destination après votre élection. Nous avons de bonnes perspectives de développement de notre relation sur plusieurs dimensions. Nos sociétés expriment le désir de

travailler avec votre pays parce que vous avez une situation politique intérieure stable. Ce qui donne de bonnes perspectives pour les affaires », a-t-il souligné. Par la même occasion, le pré-

sident Vladimir Poutine a invité son homologue congolais à prendre part au troisième sommet Russie-Afrique qui se tiendra en octobre prochain à Moscou, invitation acceptée par le

président Denis Sassou N'Guesso. Avant le tête-à-tête, le chef de l'État a déposé une gerbe de fleurs sur la tombe du soldat inconnu, près de la Place rouge.

Les Dépêches de Brazzaville

Denis Sassou N'Guesso mobilise des investisseurs à Saint-Petersbourg

En visite d'État en Russie, le président Denis Sassou N'Guesso a poursuivi son séjour à Saint-Petersbourg, le 30 avril, après une étape à Moscou marquée par des échanges avec les autorités russes. La délégation entend renforcer la coopération bilatérale et attirer davantage d'investissements en République du Congo.



Denis Sassou N'Guesso accueilli à Saint-Petersbourg/DR

Ancienne capitale de l'Empire russe entre 1712 et 1918, Saint-Petersbourg demeure un centre économique majeur. Réputée pour son patrimoine architectural exceptionnel, dont le centre historique est classé au patrimoine mondial de l'Unesco, la ville constitue également un pôle maritime stratégique et le principal port de la mer Baltique. Elle offre ainsi un cadre propice à la promotion des opportunités d'investissement.

Au cours de son séjour, Denis Sassou N'Guesso a intensifié ses échanges avec les milieux économiques et institutionnels russes afin d'attirer des investisseurs et de promouvoir les atouts de la République du Congo. À Saint-Petersbourg, les discussions ont porté sur le renforcement de la coopération économique, scientifique et technique, avec un accent sur la formation, la culture et l'éducation, notamment à travers un projet de centre préparatoire à Brazzaville pour les étudiants africains souhaitant poursuivre leurs études en Russie.

Dans le secteur de l'énergie, les échanges ont mis en avant les opportunités d'investissement dans le pétrole et le gaz congolais, notamment à travers le projet d'oléoduc à Pointe-Noire et celui de l'UTT Brazzaville-Maloukou-Tréchet. En matière de sécurité et de défense, les deux pays entendent renforcer leur coopération, notamment dans la formation, l'équipement militaire et la lutte contre le terrorisme et la criminalité. Les discussions ont également abordé des pro-

jets à fort impact social, tels que la construction d'un laboratoire de lutte contre les épidémies à Brazzaville, incluant la dotation en laboratoires mobiles, ainsi que la mise en place d'une mini-centrale nucléaire modulable pour améliorer l'accès à l'électricité. Les questions d'assainissement et d'adduction d'eau potable ont aussi été évoquées, dans l'objectif d'améliorer les conditions de vie des populations. Par ailleurs, les deux parties souhaitent intensifier leur coopération dans les secteurs des mines, de l'agriculture, des infrastructures et de l'habitat, afin de concrétiser des projets d'intérêt commun. Avant son arrivée à Saint-Petersbourg, le chef de l'État congolais s'était entretenu à Moscou avec le Conseil de la Fédération de l'Assemblée fédérale de Russie, conduit par sa présidente, Valentina Matvienko. Les échanges ont permis de faire le point sur les relations bilatérales et d'explorer de nouvelles perspectives de coopération, notamment dans les domaines de la formation et de l'agriculture.

Saluant la qualité des relations entre République du Congo et la Russie, Valentina Matvienko a évoqué des liens solides et durables, tout en renouvelant l'invitation au président congolais à participer au prochain sommet Russie-Afrique prévu en octobre, un rendez-vous stratégique pour consolider le partenariat entre la Russie et le continent africain.

Fiacre Kombo

LIEU DE MÉMOIRE

Hommage au Soldat inconnu à Moscou

En visite d'État en Russie, le président congolais, Denis Sassou N'Guesso, a entamé son séjour le 29 avril par une cérémonie solennelle au mémorial du Soldat inconnu. Un moment chargé de symboles, en mémoire des soldats soviétiques tombés durant la Seconde Guerre mondiale.



Denis Sassou N'Guesso déposant la gerbe de fleurs/DR à cinq branches en bronze, symbole d'un souvenir impérissable. Une inscription, gravée en russe, rappelle avec force la portée universelle de ce sacrifice : « Ton nom est inconnu, ton exploit est immortel ».

C'est par un geste hautement symbolique que le chef de l'État, Denis Sassou N'Guesso, a débuté sa visite officielle en Russie, en déposant une gerbe de fleurs sur la tombe du Soldat inconnu, située dans le jardin d'Alexandre, au pied des remparts du Kremlin et à proximité de la célèbre Place Rouge. Dans une atmosphère empreinte de recueillement, la cérémonie a rendu hommage aux soldats soviétiques tombés lors de la « Grande Guerre patriotique » de 1941 à 1945. Au son de l'hymne national congolais, « La Congolaise », le président et sa délégation ont marqué un moment de respect devant ce haut lieu de mémoire.

Inauguré en 1967, à l'occasion du 25e anniversaire de la bataille de Moscou, ce mémorial national incarne le sacrifice de millions de soldats. En son centre brûle en permanence une flamme éternelle, nichée dans une étoile

Le long du mur du Kremlin, à proximité du monument, des blocs de porphyre rouge renferment de la terre provenant des différentes « villes héroïques » de l'ex-Union soviétique. Ce site emblématique est également gardé par la prestigieuse garde d'honneur du régiment du Kremlin, dont la relève, effectuée chaque heure, attire de nombreux visiteurs. À cette occasion, Denis Sassou N'Guesso et sa suite ont également assisté à une parade militaire, renforçant le caractère solennel de cette première étape de la visite présidentielle en Russie.

L.D.B.